

-
Jeudi 7 décembre 2023

295 MILLIONS D'EUROS POUR PERMETTRE À LA RATP DE RENOUER AVEC LES BÉNÉFICES ET LA QUALITÉ DE SERVICE

Le Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités a approuvé, à titre exceptionnel, de revoir le contrat le liant à la RATP pour la période 2021-2024, face à la situation financière de l'opérateur.

Concrètement, cette modification prévoit de dé plafonner, dans le contrat liant Île-de-France Mobilités à la RATP, l'indexation liée à la masse salariale pour que la RATP renoue avec ses bénéfices et l'attractivité de ses métiers. Elle représente un effort de 125 M€ en 2023 et 160 M€ en 2024.

En contrepartie, Île-de-France Mobilités exige de la RATP d'améliorer l'offre sans délai sur les 6 lignes de métro en difficulté (lignes 6, 8, 13, 7, 12 et 3), impactée par des problèmes de ressources humaines (absentéisme) et d'obtenir un intéressement sur les bénéfices de l'opérateur.

Un financement de la hausse des salaires à hauteur de 5,5% en 2023 et 3,5% en 2024

Le contrat liant Île-de-France Mobilités et la RATP intégrait jusqu'à présent une clause indexée sur les salaires, plafonnée à 1,5% par an, issue d'une contribution d'exploitation versée par l'Autorité organisatrice au transporteur.

Cette clause avait été intégrée au moment de l'établissement du nouveau contrat en 2021 à 4,9 Mds€ – à une époque où le niveau d'inflation était relativement faible – dans le contexte exceptionnel de la crise Covid, qui avait engendré une baisse de la fréquentation dans les transports.

Le plafonnement avait, par conséquent, occasionné une compensation des pertes de recettes tarifaires par Île-de-France Mobilités. Celle-ci est évaluée à près de **300M€ par an, sans impacter le budget de la RATP.**

La hausse générale des salaires et le versement de primes promises aux agents de la RATP ainsi que l'enchaînement des embauches **ont augmenté de 10,5% la masse salariale du groupe en 2023**, ce qui entraîne une différence par rapport au niveau de plafonnement en vigueur.

Île-de-France Mobilités va donc financer ces hausses à hauteur **de 5,5% en 2023 et 3,5% en 2024**, et non plus à 1,5%.

Néanmoins, l'opérateur déplore toujours des difficultés de ressources humaines (recrutement, absentéisme), qui causent des dysfonctionnements importants **sur l'offre avec 5 lignes de métro (lignes 6, 8, 13, 7 et 3) en-dessous des 90% d'offre commandée** et détériorent les conditions de voyage des usagers.

Leur résolution le plus vite possible fera office de contrepartie de cet effort exceptionnel, avec également un partage du résultat du chiffre d'affaires en cas de bénéfices supérieur à 30M€.

Contacts presse :

Amélie Lange : amelie.lange@iledefrance-mobilites.fr – [01 82 53 80 90](tel:0182538090) – [07 60 10 95 05](tel:0760109505)

Alexandre Bergalasse : alexandre.bergalasse@iledefrance-mobilites.fr – [01 82 53 81 20](tel:0182538120) – [06 99 67 07 26](tel:0699670726)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

www.iledefrance-mobilites.fr/presse

